

**Lettre ouverte de députées et députés d'Europe:**  
**Protéger les droits humains au Pérou**  
**– Pour une résolution pacifique de la crise politique**

Nous, députées et députés de parlements nationaux et du Parlement européen d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne, d'Espagne, d'Italie, de Belgique, du Portugal, du Danemark, de Norvège, d'Irlande, de Suisse et de Lettonie, exprimons notre grande préoccupation pour les droits humains au Pérou, au vu des rapports faisant état de la répression violente, de mises à mort et d'arrestations arbitraires, de cas de torture et de disparitions de personnes prenant part aux manifestations.

Le 7 décembre 2022, le Congrès péruvien a voté la destitution du président Pedro Castillo, après que celui-ci avait annoncé vouloir dissoudre le Congrès. Depuis son arrestation, le même jour, Pedro Castillo se trouve en détention préventive, sous l'accusation de rébellion et de conspiration. Ces événements ont déclenché des protestations massives, dans tout le pays, contre le « gouvernement de transition » de Dina Boluarte. Les manifestants réclament de nouvelles élections et une assemblée constituante.

Selon les organisations de défense des droits humains péruviennes et internationales, les forces de sécurité péruviennes ont eu recours, depuis le début des manifestations, à une violence excessive envers les manifestants et à des violations systématiques des droits humains. D'après la Défenseuse du peuple péruvienne, 66 personnes ont déjà perdu la vie au cours des trois premiers mois dans le contexte des manifestations, des milliers ont été blessées. Parmi elles, 46 personnes ont été tuées rien que dans les 50 premiers jours des protestations, en raison du recours direct à la violence par la police et l'armée, selon les informations du Coordinateur national péruvien des droits humains (National Coordinator for Human Rights, CNDDHH). L'organisation de défense des droits humains Amnesty International a documenté l'usage illégal répété d'armes létales contre des civils, en particulier des membres de la population indigène et des petits paysans, ainsi que plusieurs cas d'homicides volontaires présumés par balle dans la poitrine, le torse ou la tête.

Nous sommons le « gouvernement de transition » de Dina Boluarte de faire cesser toute violence contre la population civile, de garantir le droit de protestation pacifique et sociale, de mettre un terme à la criminalisation et à la stigmatisation des manifestants et de permettre une enquête et des poursuites indépendantes sur les crimes contre les droits humains, avec le soutien du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Nous nous associons à l'appel d'experts de l'ONU, dont le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association et le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, pour une solution pacifique et démocratique de la crise politique, qui prenne en compte les revendications des manifestants.

Nous sommes fermement attachés à la préservation des principes et procédures de l'état de droit et à la garantie des droits humains lors du procès à l'encontre du président destitué Pedro Castillo.

Ceux-ci comprennent le droit à un procès équitable et public devant un tribunal indépendant et impartial, une assistance effective par des avocats et l'accès du prévenu à ses avocats. Nous sommes préoccupés pour la santé et la vie de Pedro Castillo et réclamons sa mise en liberté pour des motifs humanitaires et de santé.

## **Liste de signataires:**

Sevim Dagdelen, Allemagne  
Diane Abbott, Royaume-Uni  
Ali Al-Dailami, Allemagne  
Ségolène Amiot, France  
Laura Boldrini, Italie  
Marc Johan Botenga, Parlement Européen (Belgique)  
Richard Burgon, Royaume-Uni  
Laura Castel Fort, Espagne  
Clare Daly, Parlement Européen (Irlande)  
Özlem Demirel, Parlement Européen (Allemagne)  
Anke Domscheit-Berg, Allemagne  
Pelle Dragsted, Danemark  
Emmanuel Fernandes, France  
Andrej Hunko, Allemagne  
Gesine Löttsch, Allemagne  
John McDonnell, Royaume-Uni  
Ana Miranda, Parlement Européen (Espagne)  
Fabian Molina, Suisse  
Bjørnar Moxnes, Norvège  
Zaklin Nastic, Allemagne  
Bertrand Pancher, France  
Sandra Pereira, Parlement Européen (Portugal)  
Manu Pineda, Parlement Européen (Espagne)  
Thomas Pringle, Irlande  
Jordi Solé, Parlement Européen (Espagne)  
Ersilia Soudais, France  
Kathrin Vogler, Allemagne  
Mick Wallace, Parlement Européen (Irlande)  
Claudia Webbe, Royaume-Uni  
Tatjana Ždanoka, Parlement Européen (Lettonie)

## **Contact pour la presse:**

Sevim Dagdelen  
Deutscher Bundestag  
Platz der Republik 1  
11011 Berlin

E-mail: [sevim.dagdelen@bundestag.de](mailto:sevim.dagdelen@bundestag.de)  
Téléphone: +49 (0)30 227 71352